

L'Arakan, une situation typique de frontière

Alexandra de Mersan¹

Deux attaques ont été menées en Arakan (Birmanie), en octobre 2016 puis en août 2017, par un groupe armé au nom de la défense des musulmans – connus comme Rohingyas. La violence de la répression et des exactions de l'armée birmane (*Tatmadaw*) dans ses opérations de recherche des assaillants (qu'elle qualifie de terroristes) a été telle qu'elle a conduit près de 700 000 personnes, la plupart musulmanes, à se réfugier au Bangladesh voisin. En 2012 déjà, alors que le pays avait entamé une transition démocratique, des violences intercommunautaires entre populations bouddhistes et musulmanes avaient éclaté dans cette région.

Le drame le plus récent s'ajoute à d'autres qui eurent cours depuis la Seconde Guerre mondiale, provoquant également de massifs mouvements de populations de part et d'autre de la frontière.

La récurrence de ces affrontements incite à examiner plus attentivement cette situation de frontière et la création de celle-ci en lien avec la construction de la nation birmane.

Il s'agit de comprendre le double processus conjoint de construction de frontières raciales et nationales, initié à l'époque coloniale, à l'issue duquel la race, on dira ensuite l'ethnie, est devenue une dimension prédominante dans les appartenances et dans les conditions d'accès à la citoyenneté et au cours duquel les musulmans d'Arakan, progressivement marginalisés, sont devenus étrangers puis exclus de l'espace national. Ce legs colonial qui perdure éclaire en partie la situation contemporaine. Un détour par l'histoire permet d'en appréhender certains aspects.

LE ROYAUME D'ARAKAN

Les relations entre le royaume bouddhique d'Arakan qui s'épanouit du XV^e au XVIII^e siècle, et la région du Chittagong dans l'actuel Bangladesh sont anciennes, étroites et même interdépendantes. L'historien Jacques P. Leider (2004) notamment

¹ Anthropologue, maître de conférences à l'INALCO, actuellement chercheur en délégation à l'IRASEC (Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine)

a montré que le royaume d'Arakan est à son apogée – au XVII^e siècle – lorsqu'il contrôle le port de Chittagong puisqu'il lui permet de se tourner davantage vers le commerce maritime et les réseaux marchands tandis que Mrauk U, sa capitale, domine en tant que cité royaume agraire selon un modèle commun en Asie du Sud-Est. Le royaume est fort de cette double structure à la fois de cité portuaire marchande prospère et de cité royaume entourée de ses plaines fertiles rizicoles.

Par ailleurs, une partie de la prospérité repose sur les populations du Bengale voisin que les rois d'Arakan razzient (XVII^e siècle) pour les vendre comme esclaves aux Hollandais qui les exploitent dans leur colonie de Batavia (Java) en tant que main-d'œuvre affectée à leurs rizières ou à d'autres tâches (esclaves de pagodes, etc.).

Le royaume d'alors est semblable en cela à d'autres royaumes ou principautés d'Asie du Sud-Est, région peu densément peuplée. L'objet des guerres n'est pas tant la conquête territoriale que le fait de s'assurer de la main-d'œuvre nécessaire à la culture du riz humide, clef de voûte de ces royautes bouddhiques. Quant aux populations déportées les plus qualifiées, elles sont souvent installées près de la cour, affectées à des tâches ou services en lien avec leurs savoirs (lettrés, techniques, etc.) et savoir-faire.

Edmund R. Leach (1960)², sans doute le premier pour la Birmanie, interroge la notion de frontière au regard précisément de ces royautes qu'il qualifie de charismatiques et de structurellement instables, moins puissantes en réalité que l'image qu'elles ont bien voulu donner d'elles-mêmes à travers leurs témoignages écrits, leurs titres, parures et vestiges de monuments grandioses. L'anthropologue britannique souligne plutôt l'importance des réseaux de relations dans lesquels le pouvoir royal était plus ou moins diffus. Ces réseaux de relations entre des centres de pouvoir – composés de seigneurs locaux et de leurs dépendants, des seigneurs parfois apparentés au roi sans que l'on connaisse de règle précise à ce sujet – étaient nourris de devoirs et d'obligations mutuelles, des liens parfois lâches, expression de loyautés qui pouvaient se limiter au seul versement d'un tribut annuel afin que ceux qui les envoyaient fussent laissés tranquilles.

Entre ces centres de pouvoirs (pour ce qui nous concerne, il s'agit de Chittagong, de Mrauk U et parfois même du royaume hindou de Tripura) se trouvait plutôt une marge, une zone tampon, peu peuplée, constituée de forêts où se réfugiaient diverses populations selon les situations³. C'est dans cette zone que sera établie plus tard la

2 Cf. Edmund R. Leach, « The Frontiers of "Burma" », *Comparative Studies in Society and History*, 3, 1, 1960, p. 49-68.

3 Cf. Thongchai Winichakul, *Siam mapped. A History of the Geo-body of a Nation*, Chiang Mai, Silkwork Books, 1994.

frontière (entre la province du Bengale de la Compagnie des Indes orientales et le royaume birman).

Ajoutons que le royaume d'Arakan est une royauté bouddhique laquelle, idéalement, se représente comme le centre du Jambudipa, l'île-continent dans la cosmologie bouddhique, qui rayonne parmi les 101 peuples qui l'habitent. Dans la réalité, c'est un royaume composé de populations hétérogènes ou cosmopolites, comme indiqué, peuplé aussi de populations déportées ou locales, l'important étant qu'elles paient l'impôt ou qu'elles effectuent les tâches auxquelles elles sont affectées. Les sujets y sont ainsi divisés en groupes de services, organisés selon des lignages socio-professionnels, plus ou moins hiérarchisés selon leur lien ou proximité avec la royauté, ou en groupes de personnes soumises à l'impôt, sans compter le reste de la population, dans le bas de la hiérarchie sociale, où se trouvent des personnes en condition d'extrême dépendance, captives de guerre et de razzias ou mises en servitude pour gage.

CONQUÊTE BIRMANE ET COLONISATION BRITANNIQUE

Lorsque le royaume d'Arakan est conquis par le roi birman en 1785, le roi et sa cour – artisans et autre spécialistes, savants, lettrés inclus – sont déportés à Amarpura, la capitale. Une autre partie des sujets du roi rejoint ceux qui avait déjà fui vers l'Ouest, avant même sa conquête, parce que l'instabilité politique y régnait depuis quelques décennies, se réfugiant alors dans la zone sous contrôle de la Compagnie britannique des Indes orientales.

Lors de la conquête du royaume d'Arakan, que sait-on de l'établissement d'une frontière ?

La rivière Naaf située dans cette zone tampon (cf. *supra*), fait alors office de frontière entre la province britannique de Chittagong et l'Arakan. Cette fuite des sujets du roi d'Arakan vers l'Ouest se poursuit durant les quarante années sous l'autorité des Birmans. La petite ville de Cox Bazar est d'ailleurs formée par l'afflux de réfugiés arakanais à Chittagong que le capitaine Cox a établi sur ce territoire peu peuplé.

Côté britannique, cette frontière est surtout le prétexte à l'invasion de l'Arakan arguant du fait que les incursions dans leur territoire de Birmans qui y pourchassent des opposants/rebelles arakanais réfugiés ne respectent pas leur souveraineté.

Après la défaite birmane lors de la première guerre anglo-birmane (1824/1826), les provinces de l'Arakan à l'ouest et du Tenasserim au sud sont rattachées par traité

(signé à Yandabo en 1826) aux territoires contrôlés par la Compagnie des Indes britanniques. Le domaine royal birman (qui s'étend à l'ouest jusqu'à la crête de la chaîne de montagnes qui sépare l'Arakan de la Birmanie centrale et au sud jusqu'au delta de l'Irrawaddy) est désormais délimité par les anciennes provinces birmanes devenues possession de la Compagnie britannique des Indes orientales⁴.

L'État colonial encourage la venue de centaines de milliers d'Indiens (c'est-à-dire des personnes originaires du sous-continent indien), main-d'œuvre bon marché, afin de développer la culture et le commerce du riz et de travailler dans les ports comme porteurs (*coolies*). La plupart sont des saisonniers qui retournent chez eux. En Arakan, l'établissement de ces personnes est plus important, en effectifs, qu'ailleurs dans le pays, sans doute parce qu'originaires de Chittagong dans le Bengale voisin. Elles sont d'ailleurs nommées à ce moment-là « Chittagonian » ou « Bengali ». Beaucoup, parmi les musulmans de Sittwe, considèrent que le port d'Akyab (ainsi qu'il s'appelle à l'époque coloniale) ne dut son développement et son expansion économique que grâce à leur venue. Les Indiens sont aussi présents dans d'autres secteurs comme, par exemple, l'administration coloniale.

Ceci donne un aperçu général des mouvements de population en grand nombre qui ont lieu dans cette région, selon les aléas de l'histoire, de part et d'autre, avant le tracé d'une frontière qui se fera dans un contexte particulier de mouvements nationalistes birmans contre l'impérialisme britannique en vue de l'Indépendance (cf. *infra*). Pour la région qui nous concerne ici, il est à noter qu'au cours de leur migration, les populations ont tendance à s'installer dans des zones écologiques semblables à celles d'origine : plaines ou fonds de vallées (pratiquant une riziculture humide) ou pentes de collines (pratiquant alors une agriculture sur brûlis avec collecte de produits forestiers).

Enfin, pour compléter et complexifier quelque peu, précisons que le tableau général présenté jusqu'à présent de cette région entre Chittagong et l'Arakan concerne surtout les mouvements d'habitants des plaines ou de basse altitude. Pour ce qui concerne les régions de collines, de relief, en amont des fleuves de l'Arakan et dans le nord, ainsi que la région attenante des collines de Chittagong, habitent des populations à faibles effectifs, assez différenciées les unes des autres. L'histoire de ces sociétés sans écriture jusqu'à l'arrivée des colonisateurs et missionnaires est moins bien connue. Le chercheur américain James Scott⁵ avance que ce massif montagneux, zone de refuge ou de repli, était en partie peuplé par des populations des plaines,

4 Le royaume birman est intégré à l'empire des Indes britannique en trois étapes, amputé d'une partie de ses territoires après chaque défaite lors des guerres anglo-birmanes de 1824, 1852 et 1885.

5 Cf. James Scott, *The Art of Not Being Governed : An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale University Press, 2009.

fuyant le joug de rois ou seigneurs trop exigeants en travaux ou impôts. Des histoires locales (notamment les récits relatifs à la pagode Mahamuni) indiquent aussi des mouvements de populations, des hauteurs vers les plaines ou l'inverse selon l'état du royaume d'Arakan, sa puissance ou sa faiblesse. Toutefois, un vaste mouvement généralisé se produit dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, peut-être même avant, de migration en aval des rivières jusqu'aux plaines ou au pied des collines, poussées par d'autres plus en amont ; des populations qui s'établissent progressivement vers le sud de l'Arakan et le sud-ouest pour la région de Chittagong. Comme ailleurs dans le massif montagneux d'Asie du Sud-Est, il faudrait sans doute en rechercher les causes dans les révoltes du sud de la Chine à cette époque.

SITUATIONS DE CONTACTS ANCIENS

Deux exemples illustrent à la fois ces circulations et migrations ainsi qu'une diversité des populations en contact depuis longtemps.

Le couple de chercheurs Lucien Bernot, sociographe (comme il se définissait lui-même), professeur au Collège de France, et son épouse Denise Bernot, linguiste, furent envoyés en mission dans la région des collines de Chittagong (l'actuel Bangladesh et Pakistan oriental d'alors) par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss au début de leur carrière dans les années 1950. Ils y séjournèrent un an et demi auprès des Marmas, c'est-à-dire les descendants d'Arakanais qui avaient fui leur royaume après sa conquête par les Birmans et même un peu avant. De ce long terrain de recherche, Lucien Bernot publia sa remarquable monographie intitulée *Les paysans arakanais du Pakistan Oriental*⁶ (une référence sur l'Asie du Sud-Est) et Denise Bernot ses travaux sur le dialecte arakanais à partir du Marma, un birman archaïque, base des outils qu'elle fabriqua pour ses premiers cours de birman à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), avant d'apprendre plus tard le birman standard en Birmanie centrale.

Autre exemple : la « langue » des Rohingya, un dialecte bengali de la région de Chittagong (ou chittagonien) est manifestement une langue tonale⁷, alors que le bengali (standard ou de Chittagong) n'a pas de tons, contrairement au birman ou au dialecte arakanais : il y a là des faits de contacts prolongés sur un temps long.

6 *Les paysans arakanais du Pakistan oriental : l'histoire, le monde végétal et l'organisation sociale des réfugiés Marma (Mog)*, Paris, Mouton, 1967.

7 Les experts ne peuvent cependant encore déterminer précisément s'il s'agit de tons ou d'accentuation notamment en cas d'homonymie.

FRONTIÈRES RACIALES ET FRONTIÈRES NATIONALES – HÉRITAGE COLONIAL

La colonisation apporta son lot de concepts occidentaux parmi lesquels ceux de « race » et de « nation » firent progressivement souche en Birmanie, longtemps de façon synonyme, ainsi que la notion de religion. La situation des musulmans d'Arakan est comme le dommage collatéral de la construction historique des races puis ethnies en lien avec le pouvoir colonial⁸. Suivant ses logiques administratives d'accès aux ressources et de contrôle des populations, l'État colonial britannique initia un processus de différenciation des populations en catégories raciales selon des critères qu'il jugeait pertinents d'appartenances de groupe, parmi lesquels prédominaient la langue⁹ et la religion ainsi qu'un certain nombre d'autres traits dont l'apparence physique des us et coutumes etc.; ces populations, qui plus est territorialisées, étaient considérées comme des ensembles fixes et homogènes. À l'époque précoloniale (cf. *supra*) les sujets du roi étaient organisés en lignages socio-professionnels, des groupes de services hiérarchisés, ou en groupes soumis à l'impôt. Rien n'indique dans la structuration du royaume l'importance du fait religieux qui allait advenir avec la colonisation, autrement dit une différenciation significative des populations selon leurs pratiques religieuses et rituelles.

En outre, les populations des plaines furent distinguées de celles des hauteurs, des forêts et pentes de collines. Ces dernières perçues comme plus « sauvages », moins civilisées, primitives, notamment parce que sans écriture, furent quasi systématiquement qualifiées de « tribales », et parfois administrées différemment des autres, c'est-à-dire de façon indirecte, reposant sur l'autorité de chefs locaux, comme pour celles de l'extrême nord de l'Arakan (*Northern Arakan Hill Tract*).

Toujours selon cette conception, les musulmans d'Arakan (ou d'ailleurs) furent pensés comme un groupe, une communauté supposée, distincte donc des bouddhistes, eux-mêmes appréhendés en tant que communauté religieuse. D'autre part, ils ne furent pas considérés comme une « race » de Birmanie (comme une « race birmane »), parce que, toujours selon le colonisateur britannique, l'islam n'était pas la religion des natifs ou « vrais natifs » (soit les bouddhistes lesquels finiront par adopter cette conception). Par ailleurs, l'absence de conversion à l'islam parmi les populations locales était soulignée dans les rapports coloniaux, une perception soutenue par le fait qu'un grand nombre de ces musulmans parlaient des langues

8 Cf. Alexandra de Mersan, « Comment les Musulmans d'Arakan sont-ils devenus étrangers à l'Arakan ? », *Moussons*, 2016, p.123-146.

9 La langue participe alors du découpage des populations locales en groupes de locuteurs et rejoint en cela une différenciation qui avait déjà cours, sans que l'on puisse clairement déterminer ce qu'elle avait de significatif dans la dynamique des rapports sociaux.

indiennes dont l'ourdou. Enfin, la proximité culturelle, linguistique, physique éventuellement entre ces anciennes populations musulmanes appelées *kala* (terme générique signifiant « ceux de l'Ouest » en référence soit à leur langue, soit à leur origine, leurs pratiques rituelles et religieuses) ou *rakhine-kula* soit Arakanais-*kala* (parmi lesquelles se trouvent les Rohingya) et le flot de migrants qui arriva du Bengale voisin à partir du milieu du XIX^e siècle les associait « naturellement » aux races indiennes.

MONTÉE DES NATIONALISMES

La notion de religion occupa progressivement une place prédominante avec l'émergence du nationalisme birman contre l'impérialisme britannique dans les années 1910 et 1920, initié par des associations de moines bouddhistes. La montée du nationalisme se fit dans un climat de ressentiment contre les Indiens et les Chinois qui dans leur ensemble étaient associés aux colons britanniques et à l'exploitation étrangère. Que la venue d'Indiens en Birmanie fut temporaire ou durable, ces sentiments, jalousies et exaspération, furent exacerbés lors de la crise économique de 1929 et aboutirent à des violences et pogroms, notamment à Rangoun, en 1930 et 1938, de même qu'à l'encontre des Chinois, et ce pour des raisons présentées comme religieuses mais essentiellement économiques : concurrence des porteurs ou *coolies* journaliers indiens sur le port de Yangon, dépossession progressive des paysans birmans du delta de l'Irrawaddy de leurs terres au profit d'usuriers indiens, présence indienne importante dans l'administration, contrôle de la filière du riz (transport, usinage, commerce) et d'autres secteurs clefs de l'économie par les Indiens, etc.

La commission Simon (1930) fut chargée d'étudier la faisabilité d'une séparation de la province birmane de l'Inde et de faire des recommandations ; elle souligna les différences géographiques, historiques et raciales entre les deux, disant même que le rattachement de la province birmane à l'Inde avait été une sorte d'aberration historique. La séparation (votée en 1935 avec la nouvelle Constitution) eut lieu en 1937 dans ce climat de nationalismes anti-impérialistes et, côté indien, de préparation à la partition. La frontière de l'Arakan fut alors établie, un tracé pensé par les administrateurs coloniaux comme la limite naturelle entre les races indienne et birmane, mais il n'y eut pas, semble-t-il, d'opposition à ce tracé. Dans ce contexte, nul doute toutefois qu'il obligeait les habitants de la zone frontalière à se positionner sur leur devenir dans un futur national proche.

Du reste, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette frontière marquera les limites de deux entités géopolitiques : l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est.

On ne sait exactement dans quelle mesure les violences de 1930 et 1938 affectèrent l'Arakan car, en l'état de la recherche, elles sont surtout documentées pour l'ancienne capitale. Il ressort toutefois de plusieurs mentions dans la littérature coloniale que ces ressentiments contre les « étrangers » étaient partagés. De même, les événements dramatiques qui s'y déroulèrent peu après durant la Seconde Guerre mondiale confortent cette opinion. L'*Akyab Gazetteer* (Sittwe), par exemple, mentionne une pression démographique dans le nord de ce district du fait des « Chittagonians » et leur ascendance économique sur les anciennes populations (bouddhistes et musulmanes) par le contrôle de la culture, du transport et du commerce du riz et autres cultures, exploitées à des fins commerciales et non plus d'auto-alimentation¹⁰.

En outre, les rapports administratifs indiquent une différenciation raciale des populations d'Arakan sur bases religieuses (mais aussi linguistiques et territoriales), reprise à leur compte par les populations intéressées. Les bouddhistes arakanais, par exemple, demandèrent à ce que les musulmans ne soient pas inclus dans la catégorie « race arakanaise » (*arakanesse race*) dans le recensement de 1921. Les populations musulmanes locales, quant à elles, souhaitaient être distinguées des « Chittagonians », les migrants récents, pour être reconnues en tant que « musulmans arakanais ». Autrement dit, il y a là des témoignages à la fois d'une adoption des concepts occidentaux de race et de religion par les populations locales mais aussi de tensions croissantes.

Enfin, l'histoire du (des ?) nationalisme(s) en Arakan est encore à écrire, mais le phénomène apparaît davantage à ses débuts d'ordre nationaliste que « régionaliste », à l'image de la figure emblématique du moine bouddhiste U Ottama, héros national originaire d'Arakan, qui combattit pour l'indépendance de la Birmanie et non d'une seule population ou d'une seule région.

L'administration coloniale reconnut tardivement (avec le rapport de la Commission Baxter consécutive aux violences anti-indiennes de 1938), l'existence d'une population musulmane qu'elle qualifia alors d'autochtone (*indigenous*) d'Arakan. Trop tard cependant, parce qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale le nationalisme birman contre l'impérialisme britannique qui puisait ses racines dans des associations de moines bouddhistes avait fait son chemin. Il s'agissait alors de se débarrasser des Britanniques et de ceux qui étaient associés à cet ordre colonial, notamment les Indiens et assimilés (parmi lesquels une communauté d'« Anglo-Indians ») dont les musulmans, considérés comme des étrangers.

10 *Akyab Gazetteer*, 1957, pp. 85-87, 138, 217-218.

SECONDE GUERRE MONDIALE

L'Arakan fut durablement marqué par la Seconde Guerre mondiale. Les Indiens au demeurant se seraient plutôt enrôlés du côté des Britanniques contrairement aux bouddhistes nourrissant encore des antagonismes. La région correspondit à la limite de l'expansion japonaise et au début de sa défaite. Avant cela, avec le retrait des troupes britanniques vers l'Inde en 1942, des bouddhistes du sud de l'Arakan massacrèrent des villages musulmans dont les populations s'enfuirent vers le nord. Les représailles qui s'ensuivirent sur les populations bouddhistes du nord provoquèrent, à leur tour, la fuite de ces dernières vers le sud.

Près de 500 000 Indiens de Rangoun, par ailleurs, quittèrent la ville après le retrait des Britanniques pour retourner en Inde à pied laissant des milliers de disparus ; on ignore cependant s'ils passèrent également par l'Arakan ou seulement par des provinces de Birmanie situées plus au nord.

CITOYENNETÉ, PARTICIPATION ET CONSTRUCTION NATIONALE

Les préoccupations à la veille de la Seconde Guerre mondiale, réapparurent au sortir de celle-ci. Au moment de l'Indépendance de la Birmanie (1948), la nouvelle Constitution fit le choix de reconnaître seulement des minorités raciales (ethniques) et non pas des minorités religieuses, malgré une demande portée en ce sens par des élus musulmans d'Arakan. La reconnaissance comme minorité raciale supposait un certain nombre de conditions (plus ou moins implicites) que ne remplissaient pas les musulmans d'Arakan aux yeux du gouvernement d'alors, à commencer par l'« autochtonie » ou une « indigénéité », c'est-à-dire une présence avérée avant 1824, date du début de la colonisation. Du point de vue législatif, ceux-ci purent toutefois devenir individuellement citoyens birmans sous réserve de remplir un certain nombre de conditions. L'absence de reconnaissance de minorités religieuses dans la Constitution de 1947 n'empêcha donc pas l'accession à la citoyenneté birmane.

Par ailleurs, la demande de leaders musulmans des districts de Maungdaw et de Buthidaung en 1947 de participer à la conférence de Panglong¹¹, au prétexte d'avoir contrôlé ou administré cette région pendant la guerre et d'y avoir repoussé les Japonais, fut considérée comme irrecevable parce que les autorités ne les reconnaissaient pas comme un groupe spécifique de cette région, ou pour le moins ne leur reconnaissaient (ou connaissaient) aucun rôle historique dans l'histoire précoloniale

11 Cette conférence devait décider du devenir des différentes populations des frontières dans la jeune nation birmane.

d'Arakan. De plus, ne participaient à cette conférence que les habitants des seules zones frontalières (*Frontier Areas* définies par un décret), surtout des zones de relief, soit pour l'Arakan le *Northern Arakan Hill Tract*.

Certains parmi ces leaders aspiraient à une sécession avec la création d'un État indépendant ou autonome et ils prirent les armes dans une rébellion connue comme la « révolte des Mujahid », débutée en 1948, soit d'un groupe armé de quelques milliers de combattants au plus fort de ses effectifs. Les leaders d'organisations (certaines se dénommant Rohingya et œuvrant à la reconnaissance en tant que minorité ethnique – ou nationalité – autochtone) auraient obtenu du Président U Nu des promesses en vue de la création d'une zone spéciale appelée « Mayu district » (comprenant les régions à dominante musulmane de Buthidaung, Maungdaw et la partie occidentale du district de Rathedaung qui pourtant n'est pas frontalier), directement administrée par Rangoun et exclue du futur État d'Arakan. Cette revendication ne faisait toutefois pas l'unanimité parmi les musulmans d'Arakan, tant au niveau des aspirations que des moyens. En outre, ceux-ci passaient pour des brigands en raison de l'implication d'une partie d'entre eux dans la contrebande de riz vers le Pakistan oriental voisin (qui allait plus tard devenir le Bangladesh). Malgré des négociations déjà bien engagées à ce sujet, par l'établissement d'une administration spéciale (la Mayu Frontier Administration), le coup d'État du général Ne Win en 1962 mit un terme au projet¹². Finalement, ce mouvement armé eut pour conséquences de nourrir des sentiments hostiles entre bouddhistes et musulmans ainsi que de jeter le discrédit sur les musulmans d'Arakan quant à leur loyauté vis-à-vis de la nation birmane.

Une première administration militaire fut établie pour maintenir l'ordre dans la région frontalière après avoir maté la rébellion. Commencèrent alors des discriminations et limitations de circulation pour les musulmans de ces zones, plus tard étendues à ceux du reste de cet État.

CITOYENNETÉ ET NATIONALITÉ

La récurrence de conflits au cours de la seconde moitié du XX^e siècle se produit de façon significative dans des périodes d'élaboration de nouvelle constitution et d'élections qui s'ensuivent, confortant l'idée qu'ils touchent à des questions de citoyenneté, de nationalité, et de construction d'étranger en lien avec la religion ; en somme des périodes de changement politique avec un climat d'anxiété apparemment caractéristique de celles-ci.

¹² Voir à ce sujet Moshe Yegar, *The Muslims of Burma A Study of a Minority Group*, Schriftenreihe des Südasiens-Instituts der Universität Heidelberg, 1972, p. 95-105.

Il faudrait approfondir le contexte social et politique des années 1970 et 1980 pour voir dans quelle mesure une période de changement politique significatif est à l'œuvre. Néanmoins dans les années 1970, deux facteurs importants préfigurent sans doute l'opération de vérification d'identité (*Naga Min*) menée par l'armée birmane en 1978, avec pour conséquence le départ vers le Bangladesh de dizaines de milliers de réfugiés, à savoir : l'Indépendance du Bangladesh en 1971, jusqu'alors Pakistan oriental, à la suite d'une guerre civile, et la création de l'État d'Arakan (et de l'État Mon) en 1974. Le premier avec son lot de réfugiés bangladais, présumés en grand nombre, qui s'installent en Arakan ; le second qui est la reconnaissance symbolique d'une spécificité culturelle et historique arakanaise (distincte de celle des Birmans) par la transformation en « nationalité autochtone » (*tuin ran sa*, catégorie juridique et administrative). Aux yeux des Arakanais, bouddhistes, semblable reconnaissance voulait dire qu'ils étaient sinon les maîtres historiques légitimes de l'État éponyme, du moins le groupe dominant du point de vue culturel, historique et démographique. Il s'agissait du seul moyen dans le contexte d'alors d'hégémonie culturelle et politique birmane voire de dictature militaire, de faire valoir un droit à la différence, à défaut de pouvoir en revendiquer d'autres.

Un livre de 1976 sur l'Arakan, publication officielle en birman d'une collection sur les « nationalités autochtones de Birmanie » ne mentionne de fait aucune présence des ou référence aux musulmans de la région pourtant nombreux (excepté les Kamans majoritairement musulmans considérés comme indigènes en raison de leur présence dans le pays depuis le XVII^e siècle). Ils n'apparaissent pas parce qu'ils ne sont pas reconnus comme nationalité autochtone. Les différentes nationalités autochtones de cet État (les Khami, Mro, Daignat, Marama, Sak, Chin) sont considérées comme apparentées d'une manière ou d'une autre à la nationalité autochtone éponyme, parce que partageant certaines caractéristiques. La construction nationale s'opère par la valorisation (en apparence du moins) cette catégorie administrative.

LOI SUR LA CITOYENNETÉ DE 1982

L'armée birmane lance l'opération *Naga Min* en 1978 au motif de vérifier les identités des habitants du nord de l'Arakan mais celle-ci est conduite de façon tellement brutale et démesurée que près de 200 000 personnes se réfugient au Bangladesh. Cette opération militaire trouve un prolongement légal dans la Loi sur la citoyenneté, longuement élaborée puis votée en 1982 qui modifie les conditions d'accès à la citoyenneté. Elle accentue le processus d'exclusion des musulmans d'Arakan de l'espace national par le poids plus important donné à l'appartenance à une « nationalité autochtone ». À peu près seulement les nationalités autochtones officiellement reconnues peuvent dès lors prétendre à la citoyenneté. Ces catégo-

ries, nous l'avons vu, sont issues de l'époque coloniale, et le principe même n'est pas remis en cause dans le pays. Cette condition, rappelons-le, est fondée sur une « autochtonie » implicite, toujours refusée aux musulmans d'Arakan hormis pour le groupe des Kamans.

En somme, cette Loi de 1982, toujours en vigueur et vivement critiquée par des instances internationales, acte et renforce un processus de racialisation initié à l'époque coloniale. Avec le changement de junta au début des années 1990¹³, ce processus est consolidé par l'apparition d'une liste officielle de 135 « nationalités » ou « races nationales » qui existait sans doute auparavant sous une forme ou une autre dans les pratiques administratives. Cette liste revient à fixer la diversité nationale dans une conception raciale autochtone des populations. À cette même époque la Loi de citoyenneté de 1982 semble se mettre en place de façon beaucoup plus systématique¹⁴. Nombre de musulmans d'Arakan ne sont alors plus des citoyens. Ce sont des étrangers, sans droit, devenus apatrides, regroupés par l'administration dans la catégorie « bengali » qui ne figure pas parmi les 135. Autrement dit, ils ne sont reconnus comme groupe ethnique/race qu'en tant qu'étrangers. Mais le Bangladesh ne les reconnaît pas non plus comme nationaux.

POIDS DU BOUDDHISME

Depuis les années 1970, les frontières nationales et raciales tendent à se confondre de plus en plus. Qui plus est, le poids de la religion, en particulier du bouddhisme, dans la définition de l'appartenance nationale sera accentué à partir des années 1990, ce qui ne cessera pas dans un contexte plus contemporain peu favorable à l'islam auquel sont associés divers maux et violences. En effet la nouvelle junta au pouvoir au début des années 1990 modifie sa politique et mobilise notamment le bouddhisme dans son entreprise d'édification et de consolidation nationale, et ce jusqu'aux manifestations de moines de 2007, elles aussi réprimées dans la violence et par les armes. On ne peut plus, par exemple, être d'ethnie « birmane » et de religion « musulmane », là où autrefois existait le « groupe ethnique » *myanmar musulam* (soit « birman musulman ») avec comme mention confessionnelle *acalam* (soit « islam »). Si une personne se déclare d'ethnie « birmane » avec pour religion l'« islam », il lui faut alors ajouter un autre groupe ethnique à celui de « birman » (parce qu'il n'est plus possible de se dire ou d'être reconnu '*myanmar musulam*'); celle-ci devient alors « sang-mêlé ». En Arakan, il fut aussi un temps où le groupe ethnique « rohingya »

13 Après des manifestations étudiantes de 1988 réprimées dans le sang, les militaires organisent des élections mais n'en reconnaissent pas les résultats – à savoir la victoire écrasante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi – et reprennent le pouvoir.

14 Cf. Nick Cheesman, « How in Myanmar "National Races" came to surpass Citizenship », *Journal of Contemporary Asia*, DOI : 10.1080/00472336.2017.1297476, 2017.

était reconnu (par l'administration militaire). Se dessine ainsi une accentuation du poids du référent religieux dans la constitution des « nationalités autochtones » (ou « races nationales » ?).

CONTRÔLE DE LA FRONTIÈRE

Un scénario similaire à l'opération *Naga Min* se reproduit dans les années 1991-1992 avec des violences de l'armée birmane contre les musulmans d'Arakan, ainsi que les opposants au régime militaire, qui provoquent un nouvel exode de réfugiés au Bangladesh voisin. Une deuxième administration militaire spéciale, le NASAKA, est alors installée en 1992 pour contrôler les mouvements de populations.

Depuis l'Indépendance de la Birmanie, l'installation régulière de populations provenant de ce qui était le Pakistan oriental (1947) devenu le Bangladesh (1971), sans que l'on sache dans quelles proportions, faute de recensement et de données fiables, constitue aux yeux des bouddhistes (et des autorités) un aspect majeur du problème des violences contemporaines. Ce dernier est aiguisé par la conviction des populations arakanaises que cette force spéciale à la frontière (le NASAKA), corrompue et arbitraire, ne se soucie guère de faire barrage aux « vagues de migrants » quittant leurs régions d'origine supposément invivables parce que pauvres et surpeuplées, de Chittagong, Cox Bazar, en tout cas du Bengale, en quête de terres et de conditions de vie meilleures, tant qu'elle y trouve un moyen de prélever une part substantielle de ses revenus. En s'installant sur ces terres, ces migrants illégaux auraient « chassé » d'autres petits groupes minoritaires, pour la plupart des agriculteurs sur brûlis, ou auraient imposé leur hégémonie dans la coupe du bois de bambou dans les zones forestières en saison froide. Il semble que pour nombre de Bangladais, l'Arakan ne constituait toutefois qu'un passage sur le chemin migratoire menant ailleurs en Asie du Sud-Est. Cette force qualifiée de « birmane » et donc considérée comme étrangère à l'Arakan, passait donc pour indifférente au devenir de la région aux yeux des bouddhistes arakanais. Qui plus est, en situation de dictature militaire, la méfiance totale à l'égard des autorités et la méconnaissance d'une politique clairement définie par rapport à la frontière – à supposer qu'il y en eût une –, rendaient même cette force suspecte d'une volonté délibérée de pourrissement. Qu'il soit fondé ou non, le sentiment parmi les Arakanais d'un envahissement par des populations originaires du Bengale voisin existe cependant depuis longtemps, nourri dans ces zones des conflits précédents jamais discutés ni résolus.

Pour ce qui est des habitants musulmans de ces districts frontaliers, il est fort probable que leur situation particulière, du fait justement de la frontière, de la présence renforcée de l'armée dans les années 1960 et de la force spéciale comme le NASAKA

à partir des années 1990, de leur isolement, des importantes entraves à leur circulation, des atteintes aux droits fondamentaux (travail forcé, confiscation de terres, restriction des mariages, etc.), ainsi que du faible accès aux services de l'État (éducation, soins...) au demeurant peu présents a contribué pour leur majorité à nourrir un entre-soi, à distinguer cette société rurale rigoriste des populations d'autres districts d'Arakan, accentuant leur perception d'eux-mêmes en tant qu'étrangers et ce même parmi les autres populations musulmanes, de Sittwe ou Kyaukphyu par exemple, qui n'hésitent pas non plus à les qualifier de Bengalis. Des populations à la marge du territoire national et socialement marginalisées.

Non seulement les musulmans d'Arakan sont vus et conçus comme des étrangers mais, avec les attaques du World Trade Center de 2001, l'islam est associé au terrorisme et perçu comme une religion dangereuse, une menace pour le bouddhisme, ainsi que l'ont montré à l'envie les médias officiels d'alors (sous contrôle d'une censure rigoureuse et, rappelons-le, dans un contexte de valorisation du bouddhisme au sein de la politique nationale), par l'explosion des statues du Bouddha à Bamyian en Afghanistan par exemple.

SITUATION DE FRONTIÈRE

L'Arakan connaît une situation de frontière, ce qui signifie qu'il y a un continuum culturel entre les populations qui vivent de part et d'autre de celle-ci, des mouvements de populations tout au long de l'histoire d'un côté comme de l'autre, de circulation des hommes, des marchandises, des biens, des idées, et d'influences réciproques. Les réseaux marchands se sont maintenus malgré une fermeture officielle de la frontière aux personnes, de même que les difficultés énoncées plus haut créées par la présence du NASAKA administrant de façon corrompue et arbitraire ; des réseaux marchands transfrontaliers peu documentés mais manifestement soutenus par ou inscrits dans des réseaux de parenté.

Malgré cela, le contexte national ainsi que les conditions de participation (ou non) ou d'accès à la nation influent sur la manière de vivre et d'évoluer de ces populations¹⁵.

Faut-il distinguer les districts frontaliers du reste de l'État d'Arakan? Il ne s'agit pas tant de comparer les musulmans du Nord de l'Arakan à ceux du Bangladesh voisin (cf. Marmas/Arakanais) qu'aux autres populations de cet État. Les musulmans diffèrent entre ceux qui vivent dans les districts frontaliers avec le Bangladesh, qua-

¹⁵ Ce que montrait en son temps le travail de Lucien Bernot sur les Marmas aux Bangladesh comparés aux Arakanais en Birmanie.

lifés de « Bengalis » par les autres musulmans, car supposés plus proches quant aux liens familiaux, culturels ou économiques des habitants de l'autre côté de la frontière, et ceux qui cohabitent depuis très longtemps dans la campagne environnante de Mrauk U, l'ancienne capitale du royaume d'Arakan ; sans parler de ceux plus au Sud de l'État dont les Kamans.

Les musulmans des districts frontaliers avaient dû historiquement (au moins depuis le coup d'État de 1962 et l'instauration d'une première force frontalière) composer avec les autorités officielles locales malgré les différentes entraves et maintenir les réseaux économiques et familiaux transfrontaliers, fort probablement dans des relations personnalisées de type patron/client ou seigneurs/dépendants. Pour faire du commerce et pour toutes les activités transfrontalières de manière générale, il fallait bien avoir des relations avec les autorités locales de l'époque. Par ailleurs, bien que cela soit peu documenté, certaines de ces figures locales auraient organisé l'installation de Bangladais en Arakan, sorte de dépendants travaillant pour elles. La coupe, le transport et la vente du bambou par les musulmans s'effectuent également sans doute dans un contexte de concurrence avec d'autres populations forestières comme les Mro ; cette cohabitation étant aussi peu documentée.

Ce n'est toutefois pas tant en raison des différences culturelles que dans une configuration sociologique particulière des rapports sociaux locaux qu'il faudrait rechercher ce qui distingue cette zone du reste de l'Arakan. Dans les années 1990, outre la présence du NASAKA, l'établissement dans cette zone de villages modèles birmanes (sans que l'on sache en quelle proportion) modifie les rapports sociaux.

Par ailleurs, la séparation effective des populations locales, géographiquement par une absence de libre circulation et socialement par l'accès de plus en plus réduit aux services de l'État comme l'éducation, les soins), finit par nourrir une idéologie de la différence, du moins la souligne-t-elle non sans effets. Sorte de cercle vicieux dans lequel plus les populations sont effectivement séparées, plus elles se différencient, en tout cas se conçoivent comme différentes, et plus les populations musulmanes quelles qu'elles soient, sont perçues comme étrangères. La politique produit elle-même ce qu'elle combat, ce contre quoi elle est censée se battre.

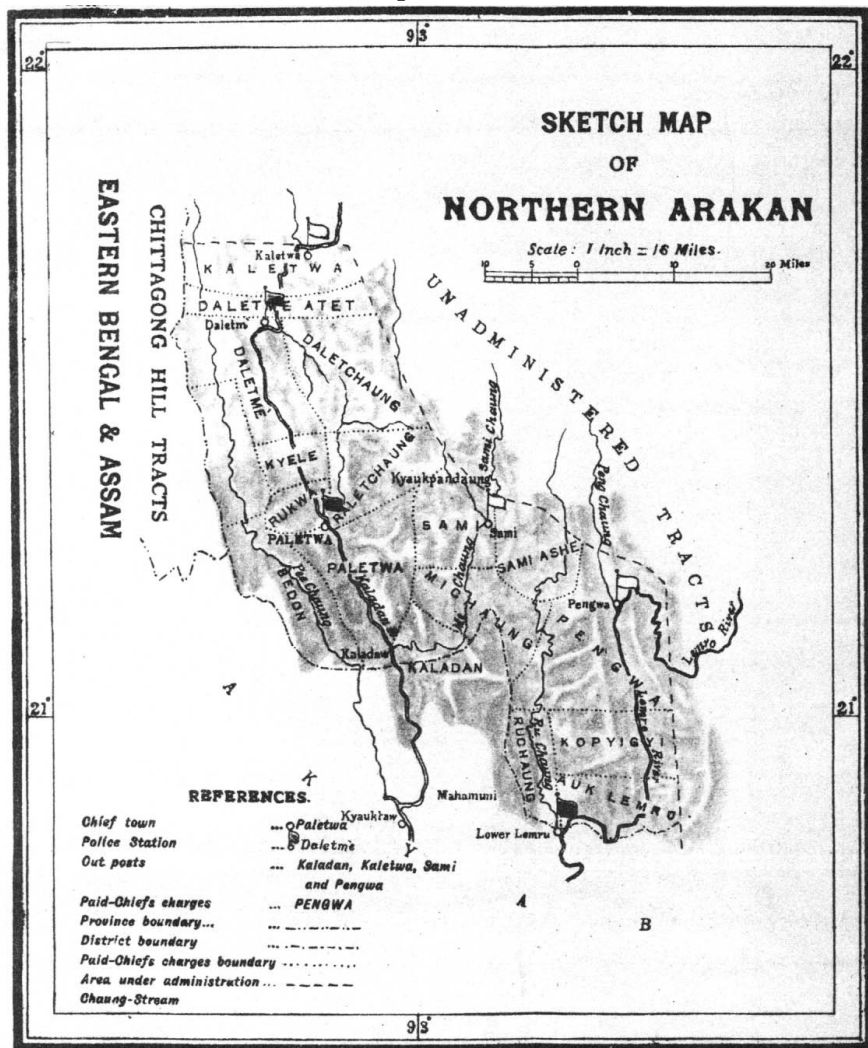
RÉGION FRONTALIÈRE

Aujourd'hui, l'État d'Arakan, division administrative, est devenue un foyer de cristallisation des difficultés et conflits en Birmanie. Son rapport au pouvoir central birman, ses attentes en matière de développement économique, mais aussi de partage du pouvoir et des richesses au sein d'un système fédéral (à construire) sont

semblables à ceux des autres régions et/ou populations périphériques du pays. C'est aussi dans ces régions que se concentrent la plupart des conflits armés, parfois vieux de plusieurs décennies, ainsi que nombre de ressources naturelles (bois, jade, pierres précieuses, minerais, terres rares, gaz, etc.). Qui plus est : nombre de projets économiques d'importance (barrages hydroélectriques) se situent également dans ces régions frontalières non birmanes. Les enjeux économiques y sont considérables et si l'armée birmane dispose d'une mainmise sur ces ressources, plusieurs conflits entre celle-ci et les armées « ethniques » ont pour finalité le contrôle de celles-ci. Par ailleurs, comme dans le passé, *Tatmadaw* offre à ces groupes armés, en échange d'un cessez-le-feu, des opportunités de commerce, voire une relative autonomie dans la gestion et le contrôle des frontières (c'est-à-dire du commerce transfrontalier et de la drogue dans les zones de culture de pavot).

Si le contrôle des ressources n'est pas l'objet du conflit en Arakan, il y a toutefois, semble-t-il, une reconfiguration des rapports de force depuis l'abolition du *NASAKA* en 2013 dans cette région de frontière avec visées sécuritaires mais aussi économiques, pour le contrôle des mouvements transfrontaliers de personnes et des biens, et peut-être aussi des enjeux autour de l'accès aux terres. Par ailleurs, l'impasse dans laquelle se trouvent les populations musulmanes de l'Arakan nourrit les trafics illicites transfrontaliers en tout genre, à commencer par celui de la drogue qui s'est beaucoup développé ces dernières années et qui utilise leur pauvreté et les conditions dans lesquelles elles vivent.

Carte n°1 : Croquis de l'Arakan (Nord)



Source : Burma Gazetteer, REG. NO. 1488/60/1000

